

INVENTAIRES NATIONAUX SERVICES DANS LE SECTEUR DE LA PÊCHE

PORTUGAL

En réponse au questionnaire sur les services dans le secteur de la pêche, les tableaux ci-joints présentent les principaux services assurés par l'administration publique et par des prestataires privés pour les différents maillons de la chaîne de valeur.

Comme on le voit, la plupart des services sont fournis par le secteur public conformément aux législations nationale et communautaire puisque les utilisateurs nationaux et étrangers sont soumis au même traitement s'agissant de l'accès à ces services. En règle générale, les services sont gratuits, mais certains d'entre eux comportent un système de recouvrement des coûts ou sont confiés à des prestataires privés.

Dans les domaines de la recherche, de la gestion et du contrôle des pêches, les prestations sont assurées par les autorités publiques.

D'autres services qui sont considérés comme d'utilité publique – tels que la protection de l'environnement, la santé et le bien-être des animaux, la sécurité alimentaire, la santé publique et la réglementation du travail – sont aussi fournis par le secteur public.

Il convient de souligner qu'au Portugal, la législation nationale relative à la conservation, la gestion et le contrôle est cohérente avec un ensemble de réglementations élaborées au niveau international. Ces réglementations exigent la fourniture de certains services au secteur et l'harmonisation de la législation correspondante. Sont visés l'évaluation des stocks, le recueil de données (débarquements, pêche illégale, non déclarée et non réglementée, et documentation des captures), les systèmes d'immatriculation et de contrôle des navires, ou les services de contrôles et d'inspections vétérinaires et sanitaires.

S'agissant des services fournis dans le cadre de l' « accès aux ports et aux services portuaires nationaux » au secteur de la pêche, la plupart sont assurés par le secteur public.

Il convient de noter que les coûts des principaux services fournis dans les ports sont recouverts en partie ou en totalité par le biais de droits en application du décret-loi n° 273/2000 du 9 novembre 2000, qui établit la réglementation relative au régime tarifaire applicable aux ports du continent.

S'agissant des services spécifiquement liés aux captures, les principaux services dont les coûts sont recouverts par le biais de droits prélevés par les autorités portuaires sont les suivants :

- Accès et utilisation du port (services fournis par le secteur public) pour des prestations concernant :
 - l'entrée, l'amarrage et la sortie du navire ;
 - le séjour du navire et les opérations effectuées à son bord ;
 - la sécurité et la protection de l'environnement.
- Le transbordement des produits de la pêche frais est également assuré par le secteur public qui prélève des droits de débarquement et de criée en application du décret-loi n° 81/2005 du 20 avril 2005.

L'administration chargée des ventes à la criée assure plusieurs services obligatoires :

- application des procédures relatives au débarquement, à la criée et à la vente ;
- enregistrement détaillé des ventes à la criée des produits de la pêche ;
- recueil, vérification et conservation des données statistiques sur les opérations réalisées en criée.

Cette administration peut aussi effectuer des opérations connexes ou essentielles aux activités de pêche :

- débarquement, transport, tri et pesée des produits de la pêche ;
- production et vente de glace, conservation, congélation et entreposage prioritaire des produits de la pêche ;
- exploitation des infrastructures affectées essentiellement à la pêche et à la commercialisation de ses produits ;
- fourniture de biens et autres services liés à la pêche et à ses activités connexes ;
- fourniture de services relatifs à la promotion et à la qualité des produits de la pêche ;
- des services de réparation (des navires et des engins) sont assurés dans certains ports, généralement par le secteur privé.

D'autres services publics sont fournis au secteur de la pêche dans le cadre d'un système de recouvrement des coûts :

- le pilotage, régi par le décret-loi n° 48/2002 du 2 mars 2002, hormis pour les bateaux locaux et côtiers ;
- la collecte des déchets, régie par le décret-loi n° 165/2003 du 24 juillet 2003, qui fait obligation aux navires de pêche et aux mareyeurs de conserver et remettre les déchets produits à bord et au port.

Selon le port, les coûts peuvent être recouverts par le biais de taxes portuaires ou de droits spécifiques.

Sont aussi à prendre en compte les services publics et privés suivants :

- le remorquage, qui est régi par le décret-loi n° 75/2001 du 27 février 2001, peut être assuré par l'autorité portuaire dans le cadre d'une concession administrative ou d'une licence.
- les services à terre, notamment l'entreposage, le ravitaillement en carburant, et la fourniture de l'eau, de la glace et de l'électricité utilisées par les propriétaires, les pêcheurs et les mareyeurs, peuvent être assurés directement par l'autorité portuaire ou par des tierces parties dans le cadre de licences ou de concessions administratives.

Maillon	Services fournis	Prestataires publics/privés	Client national/international	Demande/législation	Si les services sont fournis par les autorités publiques, un système de recouvrement des coûts a-t-il été mis en place ?	Commun à d'autres pays ? Sinon, fait-il l'objet d'une aide financière ?	L'utilisateur peut-il choisir librement entre des prestataires de services nationaux ou étrangers ?	Existe-t-il des restrictions pour les prestataires étrangers ?
IPTM - Instituto Portuário e dos Transportes Marítimos								
Pêche	Accès et utilisation des ports	Publics	National	Demande	Droit de port	-	-	-
	Pilotage	Publics	National	Législation	Droit de pilotage	-	Non	-
	Remorquage	Publics/privés	National	Demande	Droit de remorquage	-	Non	-
	Amarrage	Publics/privés	National	Demande	Droit de mouillage	-	Non	-
	Manutention du poisson frais	Publics	National	Législation	Droit de manutention	-	Non	-
	Recueil de données	Publics	National	Législation	Non	-	-	-
Transformation et marçage	Installations d'entreposage	Publics/privés	National	Demande	Droit d'entreposage	-	-	-
	Secteur de la transformation à terre	Privés	National	Demande	Droit de licence en régime d'autoconstruction/contrepartie en régime de concession	-	-	-
	Utilisation de l'équipement et des locaux	Publics/privés	National	Demande	Redevance d'utilisation de l'équipement/des locaux	-	-	-
	Fourniture d'eau, d'électricité, de glace et de carburant	Publics/privés	National	Demande	Redevance de concession	-	-	-
	Collecte des déchets	Publics/privés	National	Législation	Redevance de concession	-	-	-
	Construction navale	Privés	National	Demande	-	-	-	-
	Vente de machines et d'équipements	Privés	National	Demande	-	-	Oui	-
DOCAPESCA - Portos e Lotas, S.A.								
Services fournis à tous les maillons	Infrastructures	Publics	National/international	Législation/demande	Paiement d'une redevance	-	Non	-
	Recherche	Privés	National/international	Demande	-	-	Oui	-
	Services vétérinaires	Publics	National/international	Législation	Paiement d'une redevance	-	Non	-
	Installations d'entreposage	Privés	National/international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Transport - services en développement	Privés	National/international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-

Maillon	Services fournis	Prestataires publics/privés	Client national/international	Demande/législation	Si les services sont fournis par les autorités publiques, un système de recouvrement des coûts a-t-il été mis en place ?	Commun à d'autres pays ? Sinon, fait-il l'objet d'une aide financière ?	L'utilisateur peut-il choisir librement entre des prestataires de services nationaux ou étrangers ?	Existe-t-il des restrictions pour les prestataires étrangers ?
Services fournis à tous les maillons	Recueil de données	Publics	National/international	Législation	Paiement d'une redevance (recouvrement partiel)	-	Non	-
	Fourniture de données	Privés	National/international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Non	-
	Stockage frigorifique de produits réfrigérés et congelés, et services connexes	Privés	National/international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Installations de congélation	Privés	National/international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Production, stockage et vente de glace	Privés	National/international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Ravitaillement en carburant et en mazout	Privés	National/international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Réparations	Privés	National/international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Projets d'infrastructures	Publics/privés	National/international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Conseil en projets	Publics/privés	National/international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
Solutions informatiques pour la vente à la criée - Développement, application et suivi	Publics/privés	National/international	Législation	Paiement d'une redevance (recouvrement partiel)	-	Non	-	
Pêche	Accès aux ports	Publics	National/international	Législation	Paiement d'une redevance	-	Non	-
	Programmes d'observateurs	Publics	National	Demande	Paiement d'une redevance	-	Non	-
	Surveillance à quai	Publics	National/international	Législation	Paiement d'une redevance	-	Non	-
	Recueil de données	Publics	National/international	Législation	Paiement d'une redevance	-	Non	-
	Services portuaires	Publics	National/international	Législation	Paiement d'une redevance	-	Non	-

Mailion	Services fournis	Prestataires publics/privés	Client national/international	Demande/ législation	Si les services sont fournis par les autorités publiques, un système de recouvrement des coûts a-t-il été mis en place ?	Commun à d'autres pays ? Sinon, fait-il l'objet d'une aide financière ?	L'utilisateur peut-il choisir librement entre des prestataires de services nationaux ou étrangers ?	Existe-t-il des restrictions pour les prestataires étrangers ?
Pêche	Recherche	Privés	National/ international	Demande	-	-	Oui	-
	Surveillance	Publics	National/ international	Législation	-	-	Non	-
	Ventes à la criée	Publics	National/ international	Législation	Paiement d'une redevance (recouvrement partiel)	-	Non	-
	Réparations des navires et du matériel	Privés	National/ international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Pesage du poisson	Publics	National/ international	Législation	Paiement d'une redevance (recouvrement partiel)	-	Non	-
	Contrôle du trafic	Publics	National/ international	Demande/législation	Paiement d'une redevance	-	Non	-
	Fourniture de données	Publics/privés	National/ international	Législation	Paiement d'une redevance (recouvrement partiel)	-	Non	-
	Equipements et matériels pour les navires	Privés	National/ international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Services portuaires (installations à quai, parcs de stationnement automobile)	Publics	National/ international	Législation	Paiement d'une redevance (recouvrement partiel)	-	Non	-
	Services liés aux prestations légales de sécurité sociale pour les flottilles clientes	Publics/privés	National	Législation	Paiement d'une redevance (recouvrement partiel)	-	Non	-
	Services liés aux paiements généraux pour les flottilles clientes	Publics/privés	National	Législation	Paiement d'une redevance (recouvrement partiel)	-	Non	-
Aquaculture	Recherche	Privés	National/ international	Demande	-	-	Oui	-
Transformation et mareyage	Spécifications et inspections sanitaires	Publics	National/ international	Législation	Paiement d'une redevance (recouvrement partiel)	-	Oui	-
	Spécifications et inspections en matière de sécurité	Publics	National/ international	Législation	Paiement d'une redevance (recouvrement partiel)	-	Oui	-
	Spécifications et inspections relatives aux déchets	Publics	National/ international	Législation	Paiement d'une redevance (recouvrement partiel)	-	Oui	-
	Spécifications et inspections concernant les locaux	Publics	National/ international	Législation	Paiement d'une redevance (recouvrement partiel)	-	Oui	-
	Spécifications et inspections du travail	Publics	National/ international	Législation	Paiement d'une redevance (recouvrement partiel)	-	Oui	-
	Infrastructures	Publics	National/ international	Législation	Paiement d'une redevance (recouvrement partiel)	-	Oui	-

Maillon	Services fournis	Prestataires publics/privés	Client national/ international	Demande/législation	Si les services sont fournis par les autorités publiques, un système de recouvrement des coûts a-t-il été mis en place ?	Commun à d'autres pays ? Sinon, fait-il l'objet d'une aide financière ?	L'utilisateur peut-il choisir librement entre des prestataires de services nationaux ou étrangers ?	Existe-t-il des restrictions pour les prestataires étrangers ?
Transformation et mareyage	Electricité (fourniture permanente ou ponctuelle) (flotte et véhicules)	Publics/privés	National/ international	Législation	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Traitement de l'eau et de l'eau de mer et distribution	Publics/privés	National/ international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Entreposage	Privés	National/ international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Nettoyage	Privés	National/ international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Congélation	Privés	National/ international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Inspection des déchets	Publics	National/ international	Législation	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Inspections de sécurité	Publics	National/ international	Législation	-	-	Oui	-
	Inspections sanitaires	Publics	National/ international	Législation	-	-	Non	-
	Réparations	Privés	National/ international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Recherche	Privés	National/ international	Demande	-	-	Oui	-
Distribution	Services d'infrastructures	Privés	National/ international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Installations d'entreposage	Privés	National/ international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Ravitaillement en carburant et mazout	Privés	National/ international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
Détailants et consommateurs	Directives relatives aux normes volontaires d'écobléllisation	Publics/privés	National/ international	Demande	Paiement d'une redevance	-	Oui	-
	Statistiques du secteur	Privés	National/ international	Demande	-	-	Oui	-
	Information des consommateurs	Privés	National/ international	Demande	-	-	Oui	-
Maillon	Services fournis	Prestataires publics/privés	Client national/ international	Demande/législation	Si les services sont fournis par les autorités publiques, un système de recouvrement des coûts a-t-il été mis en place ?	Commun à d'autres pays ? Sinon, fait-il l'objet d'une aide financière ?	L'utilisateur peut-il choisir librement entre des prestataires de services nationaux ou étrangers ?	Existe-t-il des restrictions pour les prestataires étrangers ?
Détailants et consommateurs	Défense des intérêts des consommateurs - Normes d'écobléllisation	Publics/privés	National/ international	Demande	-	-	Oui	-
	Normes d'écobléllisation	Publics/privés	National/ international	Demande	-	-	Oui	-
	Publicité	Privés	National/ international	Demande	-	-	Oui	-
	Commercialisation	Privés	National/ international	Demande	-	-	Oui	-

DGPA - Direcção-Geral das Pescas e Aquicultura								
Pêche	Surveillance par satellite	Publics	National	Législation	Non	Oui	Non	Oui
	Formation (système de déclaration électronique)	Publics	National	Demande	Aide financière communautaire	-	Non	Oui
	Pêche commerciale - navires de pêche - licences octroyées	Publics	National	Législation	Droit de licence	Oui	Non	Oui
	Pêche côtière sans navires - licences octroyées	Publics	National	Législation	Droit de licence	-	Non	Oui
	Pêche maritime de loisir - nombre de personnes - licences octroyées depuis le 1 ^{er} janvier 2007	Publics	National	Législation	Droit de licence	-	Non	Oui
Aquaculture	Octroi de licences de pisciculture et de conchyliculture	Publics	National	Législation	Si tel est le cas, application d'un droit de licence pour l'utilisation du domaine public maritime	Oui	Non	Oui
	Octroi de licences aux centres de purification et/ou d'expédition des bivalves, et aux gisements d'espèces marines vivantes	Publics	National	Législation	Si tel est le cas, application d'un droit de licence pour l'utilisation du domaine public maritime	Oui	Non	Oui
Transformation et mareyage	Octroi de licences aux infrastructures et entreprises industrielles	Publics	National	Législation	Droit de licence	Oui	Non	-
	Octroi de licences aux criées et aux marchés de gros	Publics	National	Législation	Droit de licence	Oui	Non	-
	Salubrité (spécifications et police)	Publics	National	Législation	Non	Oui	Non	-
Mailion	Services fournis	Prestataires publics/privés	Client national/international	Demande/législation	Si les services sont fournis par les autorités publiques, un système de recouvrement des coûts a-t-il été mis en place ?	Commun à d'autres pays ? Sinon, fait-il l'objet d'une aide financière ?	L'utilisateur peut-il choisir librement entre des prestataires de services nationaux ou étrangers ?	Existe-t-il des restrictions pour les prestataires étrangers ?
Transformation et mareyage	Octroi de licences aux navires-usines et aux navires-congélateurs	Publics		Législation	Droit de licence	Oui	Non	-
	Commerce de produits transformés (spécifications et législation)	Publics	National	Législation/demande	Non	Oui	Non	-
Transformation et mareyage	Administration des dispositions d'intervention relatives aux retraits communautaires concernant la compensation financière des organisations de producteurs, et autres mécanismes d'intervention	Privés	National	Demande	Non	Oui	Non	-
	Approbation et suivi des programmes opérationnels des organisations de producteurs	Publics	National	Demande	Non	Oui	Non	-
Détailants et consommateurs	Etablissement de la liste des dénominations commerciales des espèces admises sur le territoire national à des fins d'étiquetage	Publics	National	Demande	Non	Oui	Non	-